

## **LE PLAN DU GOUVERNEMENT POUR ECONOMISER 4,5 MILLIARDS D'EUROS**

**Le parisien du 11 juillet 2017**

*Dans une interview accordée au Parisien-Aujourd'hui en France, Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes Publics, dévoile les mesures pour boucler le budget 2017.*

Dans son audit sur l'état des finances de la France rendu début juillet, la cour des comptes à été très claire : pour parvenir au seuil symbolique des 3% de déficit public à la fin de l'année, le gouvernement doit trouver entre 4 et 5 milliards d'euros d'économie. En exclusivité pour le Parisien-Aujourd'hui en France, Gérald Darmanin fait le tour des 4,5 milliards d'euros d'économies que l'Etat entend réaliser d'ici la fin de l'année 2017. L'intégralité des mesures repose sur les efforts de l'Etat, mais sans suppressions de postes ni coup de rabot sur les minimas sociaux. Les ministères vont devoir se serrer la ceinture. En revanche, ni les collectivités locales ni la Sécurité sociale ne seront mis à contribution. De même, aucune hausse d'impôt n'est prévue.

**Selon la Cour des comptes, il faut réaliser 4 à 5 milliards d'euros d'économies d'ici fin 2017 pour arriver à 3 % de déficit public. Les arbitrages ont-ils été rendus ?**

GÉRALD DARMANIN. Oui. Nous tiendrons la parole de la France. Nous avons trouvé 4,5 milliards d'euros d'économies pour contenir le déficit sous les 3 % dès cette année sur le seul budget de l'Etat. Ni les collectivités locales, ni la Sécurité sociale ne seront mises à contribution. L'Etat va donc être exemplaire vu qu'il ne l'a pas été dans la gestion précédente. Pour ce faire, le Premier ministre a fixé deux règles. Un : on ne touche pas aux services publics rendus aux Français. Deux : on n'augmente pas les impôts, contrairement aux pratiques des précédents gouvernements. Nous le ferons aussi sans toucher aux minima sociaux. C'est inédit.

**Ce montant global d'économies est-il sans précédent ?**

Oui, c'est sans précédent. D'abord, parce que jamais personne n'a fait 4,5 milliards d'euros d'économies. La moyenne est plutôt de 2,5 milliards. Et c'est la première fois qu'on le fait dès le mois de juillet, c'est-à-dire en milieu de gestion et donc sans toucher aux effectifs.

**Qu'est-ce que ce plan implique, ministère par ministère ?**

Il n'y a pas de coup de rabot global, selon la volonté du président de la République. Nous avons considéré qu'il y avait possibilité de réduire le train de vie des ministères : sur la gestion du parc des voitures, avec des appels d'offres mieux négociés, etc. Les mesures ont été négociées avec l'intégralité des ministres. Les services du Premier ministre, par exemple, vont connaître une diminution de 60 millions d'euros de leur fonctionnement. A Bercy, c'est 268 millions d'euros d'économies. Nous avons un programme de numérisation, j'ai demandé qu'on le fasse moins cher. Au ministère des Affaires étrangères, c'est 282 millions d'euros en moins, dont la moitié sera de la baisse de l'aide publique au développement.

## **La Défense, l'Intérieur ou la Justice vont-ils devoir faire un effort ?**

Nous avons demandé au ministère de la Défense de tenir le budget qui a été voté en 2017 par le Parlement, ce qui entraîne une réduction des dépenses de 850 millions d'euros. Le budget ne diminue pas, mais l'enveloppe votée devra être respectée. Il faudra assurer le financement des opérations extérieures en trouvant des économies ailleurs. De même, le ministère de l'Intérieur va faire 526 millions d'euros d'économies de fonctionnement, sans toucher aux effectifs de police et de gendarmerie. Enfin, pour la justice, ce sera 160 millions d'euros d'économies, essentiellement des programmations immobilières.

## **L'Éducation nationale sera impactée ?**

Il y a une économie de 75 millions d'euros. Mais il n'y aura pas de postes de professeurs supprimés pour la rentrée scolaire. Et nous allons tenir l'intégralité des promesses du président de la République, notamment sur l'accompagnement des auxiliaires de vie scolaire auprès des enfants handicapés. Nous faisons justement des économies pour pouvoir mettre de l'argent là où nous en avons besoin. Je prends un exemple : l'hébergement d'urgence cet hiver n'a pas été budgétisé. Sans économies, nous aurions été obligés de fermer les centres cet hiver.

## **Le ministère de la Culture est aussi mis à contribution ?**

Nous ne touchons pas à la création et au spectacle vivant. On a trouvé, sur la gestion du ministère, 50 millions d'euros d'économies.

## **Et pour les transports, des chantiers vont être suspendus ?**

Nous ferons 260 millions d'euros d'économies. C'est conforme au discours du président, qui a dit qu'on faisait une pause et une revue de tous les grands projets. Des crédits étaient prévus pour des études, on a décidé de les suspendre.

## **Allez-vous toucher aux contrats aidés ?**

Oui. Le précédent gouvernement en a fait 190 000 dans les cinq premiers mois, soit deux tiers de l'enveloppe prévue. Nous en ferons 110 000 dans les mois qui restent. C'est au ministère du Travail de les répartir.

## **Il faudra faire trois fois plus d'économies en 2018. Comment allez-vous faire ?**

Nous anticipons avec des réflexions sur les réformes structurelles à mener, dès à présent, concernant la politique du logement, de l'emploi, la formation professionnelle. Je reçois d'ailleurs dès cette semaine tous mes collègues pour y travailler. Et sur les niches fiscales, il n'y a pas de tabous.

**LCI**

**COUP DE RABOT** - Selon le dernier audit de la cour des comptes sur l'état des finances de la France, le gouvernement doit économiser entre 4 et 5 milliards d'euros d'ici la fin 2017 pour parvenir au seuil symbolique des 3% de déficit public. Dans une interview au Parisien ce mardi, Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes Publics, dévoile son plan d'action. Dans le viseur : le train de vie des ministères.

11 juil 07:05 La rédaction de LCI

Le gouvernement a moins de six mois pour remettre la France dans le droit chemin économique. Selon la Cour des comptes, le seuil des 3% de déficit public doit être atteint, et 4 à 5 milliards d'euros d'économie doivent être fait d'ici la fin de l'année 2017. Interrogé par nos confrères du Parisien, Gérald Darmanin a expliqué ce mardi en détail le plan



**Syndicat FO Centrale de Bercy**  
Nord 5 - Pièces 0044/0053 - Bâtiment Vauban  
139 rue de Bercy 75572 Paris cedex 12

mis en place pour y parvenir, en insistant sur le fait que les promesses du programme d'Emmanuel Macron seront tenues.

"Oui. Nous tiendrons la parole de la France. Nous avons trouvé 4,5 milliards d'euros d'économies pour contenir le déficit sous les 3 % dès cette année sur le seul budget de l'Etat. Ni les collectivités locales, ni la Sécurité sociale ne seront mises à contribution" assure-t-il, avant d'expliquer que deux règles ont été mises en place par le Premier ministre : "Un : on ne touche pas aux services publics rendus aux Français. Deux : on n'augmente pas les impôts, contrairement aux pratiques des précédents gouvernements. Nous le ferons aussi sans toucher aux minimas sociaux. C'est inédit" se félicite-t-il.



**Syndicat FO Centrale de Bercy**  
Nord 5 - Pièces 0044/0053 - Bâtiment Vauban  
139 rue de Bercy 75572 Paris cedex 12